



Différentes filières de formation sont possibles

De l'université aux modules de formation continue, de nombreux enseignements sont à disposition

Les métiers liés à la fiscalité sont appelés à gagner en importance. Du contribuable à la multinationale, en passant par la start-up, le restaurant du coin, l'artisan, la PME industrielle ou même l'association d'une certaine dimension, tout le monde - personnes physiques comme personnes morales - a besoin de conseils en matière de fiscalité.

Face à cette demande appelée à augmenter, l'offre s'étoffe. Et de nouvelles filières voient le jour ou se renforcent. Plusieurs options s'offrent à celui ou celle qui se prédestine à la fiscalité. Les filières GSEM (nouvel acronyme d'HEC), la Faculté de droit mais aussi l'IFAGE répondent à différents types de profils.

L'IFAGE (fondation pour la formation des adultes à Genève) propose des formations d'aide-comptable ou de comptable ainsi que le brevet fédéral de spécialiste en finance et comptabilité, dont le nombre de participants a explosé cette année.

«Nous sommes passés d'une dizaine d'inscrits entre 2013 et

2015 à une quarantaine cette année», se réjouit Stéphanie Jörg. Le brevet fédéral s'adresse aux personnes en emploi et ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle. La plupart ont un CFC ou l'équivalent.

Du côté de l'Université de Genève, la GSEM propose une formation continue en fiscalité pour les personnes en emploi ou qui ont déjà une expérience professionnelle. «Jusqu'en 2014, c'était une formation qualifiante uniquement. Depuis, c'est devenu un véritable diplôme. Cela prouve que beaucoup de personnes sont intéressées», argumente Mylène Blanc, coordinatrice du Certificat comptabilité gestion fiscalité. L'avantage de cette formation, c'est qu'elle touche autant à la comptabilité qu'à la fiscalité.

Tout aussi académique mais plus exigeant, le LLM Tax (Maîtrise universitaire d'études avancées) à l'Université de Genève mis en place depuis cinq ans, s'adresse aux juristes. «Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait un besoin de formation post-grade», décrit Xavier Oberson, directeur du programme et associé chez Oberson Avocats. Le droit fiscal suisse vit actuellement de grands bouleversements. Avec

tous ces enjeux, il fallait offrir une formation universitaire plus axée sur la pratique.» Sur dossier uniquement, le LLM Tax a un taux de réussite qui avoisine les 80%.

Mais le véritable Graal dans ce domaine, c'est le diplôme fédéral d'expert fiscal. D'une durée de trois ans, cette spécialisation se veut exclusive. Axés sur la pratique, les cours sont donnés par des praticiens pour des praticiens. Il faut avoir un Bachelor spécifique au domaine juridique ou économique et être en emploi pour s'inscrire, mais aussi être prêt à investir. La formation coûte 15 600 francs. Mais le taux de réussite ne dépasse pas les 50%, voire même moins: «Ces dernières années, le taux de réussite a chuté à 30%», affirme Delphine Maire Conversano, chargée de l'administration des cours en Suisse romande. Et elle ne l'explique pas. «La commission d'examen est en train de prospecter pour comprendre les raisons de cette chute.» Pour autant, ce tampion est très demandé par les recruteurs. Entre 60 et 70 personnes s'inscrivent chaque année et les immatriculations ne cessent d'augmenter depuis cinq ans.

M.-A.C.